

font que nous serions obligés au Conseil fédéral de nous préciser si les engagements internationaux pourraient faire obstacle à des règles législatives suisses qui exigeraient pour tous les avions sans distinction de nationalité des conditions de bruit et de pollution analogues à celles régissant les avions immatriculés en Suisse. Le cas échéant, les conventions existantes avaient-elles pour objet de fixer également les relations entre les pays sous l'angle de la protection de la santé et de la sauvegarde de l'environnement?

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 22. Februar 1989

Rapport écrit du Conseil fédéral du 22 février 1989

1. L'Office fédéral de l'aviation civile (OFAC), en liaison avec l'Office de l'environnement, des forêts et du paysage, intervient depuis des années, dans le cadre de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), en faveur d'une limitation des émissions de bruit qui corresponde le mieux possible aux normes de la loi sur la protection de l'environnement. De plus, il coordonne ses efforts avec les Etats qui accordent une priorité au moins aussi élevée à la lutte contre le bruit.

2. Lors des négociations bilatérales relatives à de nouveaux accords de trafic aérien, l'OFAC s'efforce d'obtenir, dans la mesure du possible, des assurances au sujet des avions qui seront utilisés. Au demeurant, on peut s'attendre que des Etats qui n'étaient pas encore en mesure d'appliquer les normes de l'OACI les introduisent progressivement.

3. Il n'existe aucune prescription internationale de caractère obligatoire qui empêcherait la Suisse de soumettre les aéronefs étrangers au trafic d'affrètement et les avions privés étrangers aux mêmes dispositions de bruit que celles qui régissent les appareils suisses de ces catégories. Cependant, la Suisse agit dans l'esprit et le sens de la Convention relative à l'aviation civile internationale, lorsqu'elle renonce à prononcer cette égalité de traitement. Comparées aux normes de l'OACI, les prescriptions suisses contiennent des restrictions supplémentaires, surtout pour les avions légers et les hélicoptères. Compte tenu de la faible part au trafic des appareils étrangers de ce genre, l'égalité de traitement n'apporterait pas d'amélioration notable en matière de bruit. La Suisse ne pratique pas une «politique incitative des taxes d'atterrissage». Comparativement à l'étranger, celles-ci sont en moyenne plutôt plus élevées.

Les taxes d'atterrissage définies en fonction du bruit et qui sont perçues sur plusieurs aéroports suisses doivent inciter les exploitants à utiliser des avions moins bruyants. Cela vaut aussi bien pour les aéronefs suisses que pour les appareils étrangers. On relèvera par ailleurs que l'idée d'introduire de telles taxes est de plus en plus suivie à l'étranger.

Präsident: Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates nicht befriedigt.

88.878

Interpellation Danuser

Umweltverträglichkeitsprüfung (UVP) und Umweltschutzgesetz

Loi sur la protection de l'environnement. Etudes d'impact

Wortlaut der Interpellation vom 15. Dezember 1988

«Der Bericht und die Ergebnisse der UVP können von jedermann eingesehen werden» (Art. 9 Abs. 8 des Umweltschutzgesetzes). Die bisherige Anwendung dieses Gesetzesartikels schaffte Vertrauen bei allen Interessierten, indem sie ihnen Einblick in entscheidende Umweltsachverhalte ermöglichte.

(Dies hat z. B. dazu geführt, dass im Kanton Graubünden im Frühling 1988 in Sachen Kraftwerk Mulin keine Einsprache- und Prozessverfahren nötig wurden, weil man sich von der guten und gründlichen Arbeit der kantonalen Amtsstellen überzeugen konnte.)

In der nächstens in Kraft tretenden Verordnung zur UVP soll nun jedoch nur noch der Bericht zugänglich sein (Art. 15).

1. Wie wird diese Einschränkung begründet?

2. Will das EDI, dass wieder Einsprachen, Beschwerden und dgl. gegen die Kantone geführt werden müssen, weil künftig die Akten, die bisher öffentlich auflagen, erst im Rekursverfahren öffentlich aufgelegt werden (Regierungsrat Caluori, Bündner Zeitung vom 17.11.88)?

3. Sieht der Bundesrat eine Möglichkeit, allenfalls die in Frage stehende Verordnungsbestimmung am 1. Januar 1989 noch nicht in Kraft treten zu lassen, um vorerst die bisherigen positiven Erfahrungen doch noch in Erwägung zu ziehen?

Texte de l'interpellation du 15 décembre 1988

«Chacun peut consulter le rapport et les résultats de l'étude de l'impact sur l'environnement» (art. 9, al. 8 de la loi sur la protection de l'environnement). Jusqu'à présent, l'application de cet article de loi a rassuré toutes les personnes intéressées: il était possible en effet de se renseigner sur les décisions importantes en matière d'environnement. Cela a permis par exemple d'éviter tout procès et toute procédure d'opposition lors de l'affaire du printemps 1988 autour de la centrale électrique de Mulin, située dans le canton des Grisons, car le public avait eu la possibilité de constater que les autorités cantonales avaient mûrement réfléchi à la question.

Selon l'ordonnance sur l'étude de l'impact sur l'environnement, qui entrera bientôt en vigueur, seul le rapport sera désormais accessible au public (art. 15).

1. Comment le Conseil fédéral justifie-t-il une telle restriction?

2. Des oppositions et des plaintes seront à nouveau introduites contre les cantons, puisque les documents, qui jusqu'à présent étaient ouverts au public, ne le seront plus désormais que lors de la procédure de recours. (Conseiller d'Etat Caluori, Bündner Zeitung du 17.11.88). Est-ce là le but recherché par le DFI?

3. Le Conseil fédéral voit-il une possibilité de repousser à une date ultérieure au 1.1.89 l'entrée en vigueur de la disposition en question, afin d'évaluer quelles ont été les expériences positives obtenues sous l'ancienne ordonnance?

Mitunterzeichner – Cosignataire: Maeder (1)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Die Urheberin verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 13. Februar 1989

Rapport écrit du Conseil fédéral du 13 février 1989

Der Bundesrat hat die Verordnung über die Umweltverträglichkeitsprüfung (UVPV) am 19. Oktober 1988 beschlossen und auf den 1. Januar 1989 in Kraft gesetzt. Gemäss Artikel 15 Absatz 1 UVPV hat die zuständige Behörde im Zusammenhang mit der Prüfungsvorbereitung dafür zu sorgen, dass der UVP-Bericht öffentlich zugänglich ist. Gemäss Artikel 20 Absatz 1 UVPV hat dieselbe Behörde nach Durchführung der Prüfung und Entscheid über die UVP-pflichtige Anlage bekanntzugeben, wo der Bericht sowie der Entscheid, soweit er die Ergebnisse der Prüfung betrifft, eingesehen werden können.

Entgegen der Auffassung der Interpellantin können also nicht nur der Bericht, sondern auch die Ergebnisse der UVP von jedermann eingesehen werden. Die Verordnung über die Umweltverträglichkeitsprüfung steht damit mit Artikel 9 Absatz 8 des Umweltschutzgesetzes voll in Einklang. Der Bundesrat sieht deshalb keinen Anlass, auf seinen Entscheid vom 19. Oktober 1988 zurückzukommen.

Präsident: Die Interpellantin ist von der Antwort des Bundesrates befriedigt.

88.879

Interpellation Zwygart

Menschenrechte in der Tschechoslowakei.

Fall Navratil

Droits de l'homme en Tchécoslovaquie.

Affaire Navratil

Wortlaut der Interpellation vom 15. Dezember 1988

Nach wie vor sind in der Tschechoslowakei Bürger aus politischen Gründen eingekerkert oder in psychiatrischen Kliniken zwangseingewiesen. Eines dieser Opfer des Missbrauchs der Psychiatrie aus politischen Gründen ist Augustin Navratil.

Der Eisenbahnangestellte Navratil hatte zusammen mit andern politische und religiöse Schriften verfasst. Er gehörte mit zu den Initianten einer Petition für Religionsfreiheit in der Tschechoslowakei, die von gegen 600 000 Personen unterzeichnet wurde. Er wurde schon mehrfach verurteilt und in Kliniken eingewiesen, so auch in diesem Jahr. Navratil hatte um eine Untersuchung einer internationalen Aerztelegation über seinen Gesundheitszustand gebeten. In einem Gutachten vertraten zwei Schweizer Aerzte die Meinung, dass bei Augustin Navratil «keine Zeichen einer psychischen Krankheit» vorhanden seien.

Die Gutachter waren zum Prozess zugelassen und bezeichneten diesen als Farce.

Ich bitte den Bundesrat um Auskunft über die folgenden Fragen:

1. Ist dem Bundesrat der Fall Augustin Navratil bekannt? Was wurde von den Schweizer Behörden in diesem Fall unternommen, und was gedenken sie weiter zu unternehmen?
2. Was kann der Bundesrat veranlassen, um die Menschenrechtsverletzungen in der Tschechoslowakei zu vermindern?

Texte de l'interpellation du 15 décembre 1988

En Tchécoslovaquie, et pour des raisons politiques, des citoyens sont encore emprisonnés ou hospitalisés de force en clinique psychiatrique. Augustin Navratil est l'une des victimes de l'utilisation abusive de la psychiatrie à des fins politiques.

Cet employé de chemins de fer est coauteur d'écrits politiques et religieux, ainsi que d'une pétition demandant la liberté de religion signée par près de 600 000 personnes. Il a été jugé et enfermé en clinique à plusieurs reprises, dont la dernière fois cette année. Il avait demandé que son état de santé soit examiné par une délégation médicale internationale et dans leur rapport d'expertise, deux médecins suisses ont conclu à «l'absence de symptômes d'une maladie psychique» chez Augustin Navratil.

Les experts ont été autorisés à assister au procès qu'ils ont qualifié de farce.

Le 29 octobre 1988, Navratil a été hospitalisé de force à la clinique psychiatrique de Kromeriz.

Je prie le Conseil fédéral de répondre aux questions suivantes:

1. A-t-il connaissance du cas d'Augustin Navratil? Qu'ont entrepris les autorités suisses à ce propos, et qu'envisagent-elles d'entreprendre encore?
2. Que peut entreprendre le Conseil fédéral en vue d'obtenir une réduction du nombre de violations des droits de l'homme en Tchécoslovaquie?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Bäumlín Ursula, Biel, Bircher, Bonny, Bürgi, Büttiker, David, Diener, Dietrich, Dormann, Dünki, Fankhauser, Fischer-Sursee, Früh, Grendelmeier, Günter, Hänggi, Hari, Hess Peter, Jaeger, Keller, Loeb, Longet, Maeder, Meier-Glatfelden, Müller-Aargau, Müller-Meilen, Nabholz, Neuenschwander, Oester, Ott, Paccolat, Portmann, Sager, Schmid, Schnider, Seiler Hanspeter, Seiler Rolf, Steffen, Stucky, Thür, Ulrich, Wanner, Weder-Basel, Wellauer, Widmer, Wiederkehr, Wyss Paul, Zbinden Hans, Zölch, Züger, Zwingli (52)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Der Urheber verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 13. Februar 1989

Rapport écrit du Conseil fédéral du 13 février 1989

1. Dem Departement für auswärtige Angelegenheiten ist der Fall Navratil bekannt, und es hat zu seinen Gunsten bereits zweimal bei den tschechoslowakischen Behörden interveniert.

Die erste Demarche wurde am 4. November 1988 durch den Chef der schweizerischen Delegation am KSZE-Folgetreffen in Wien unternommen; im Aide-Mémoire, welches dem Chef der tschechoslowakischen Delegation übergeben wurde, haben die Schweizer Behörden ersucht, die ergriffene Massnahme ohne Verzug rückgängig zu machen, da sie die Internierung als ungerechtfertigt und gegen den Buchstaben und Geist der humanitären Bestimmungen der KSZE betrachteten. Im weiteren sei erwähnt, dass eine Petition zugunsten von Herrn Navratil, die von 42 Schweizer Parlamentariern unterzeichnet worden war, am 5. Januar 1989 durch den Chef der obenerwähnten Delegation seinem tschechoslowakischen Kollegen übergeben wurde.

In einer zweiten Demarche beim Ministerium für auswärtige Angelegenheiten hat unser Botschafter in Prag am 12. Januar 1989 erneut die Missbilligung der Schweizer Behörden zu diesem Fall geäussert. Die tschechoslowakischen Behörden gaben bekannt, dass sich der Fall in Revision befände und Herr Navratil durch weitere Aerzte erneut untersucht werde. Es sei auch erwähnt, dass aufgrund verschiedener Demarchen, einschliesslich jener der Schweiz, Herr Navratil die Weihnachtstage bei seiner Familie verbringen konnte.

Der Bundesrat behält sich vor, erneut zugunsten von Herrn Navratil zu intervenieren, falls die Angelegenheit keinen befriedigenden Ausgang nimmt.

2. Gleiches wird er auch in anderen Individualfällen von schweren Menschenrechtsverletzungen tun können, sei es auf rein bilateraler Ebene oder im Rahmen der durch das KSZE-Schlussdokument von Wien festgelegten Mechanismen zur Kontrolle der Einhaltung der durch die Staaten eingegangenen Verpflichtungen im humanitären Bereich.

Präsident: Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates befriedigt.

Interpellation Danuser Umweltverträglichkeitsprüfung (UVP) und Umweltschutzgesetz

Interpellation Danuser Loi sur la protection de l'environnement. Etudes d'impact

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1989
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	17
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	88.878
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	17.03.1989 - 08:00
Date	
Data	
Seite	626-627
Page	
Pagina	
Ref. No	20 017 308

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.